



Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ?

Emma Soubrier

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/1 Printemps**, PAGES 57 À 66
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301031

DOI 10.3917/pe.201.0057

Date de mise en ligne : 11/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-1-page-57?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ?

Par **Emma Soubrier**

Emma Soubrier, titulaire d'un doctorat en science politique, est *Visiting Scholar* à l'Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW) et chercheur associé au Centre Michel de l'Hospital, Université Clermont Auvergne (UCA).

Les Émirats arabes unis (EAU) ont connu une expansion spectaculaire depuis leur indépendance en 1971. Depuis une dizaine d'années, ils s'affirment sur la scène internationale. Ils développent une stratégie portuaire ambitieuse et s'engagent de manière croissante dans des conflits armés. Leur politique étrangère est principalement guidée par la volonté d'assurer la survie des EAU dans un environnement volatil. Elle se traduit notamment par une opposition ouverte aux Frères musulmans.

politique étrangère

Les Émirats arabes unis (EAU) sont une confédération de sept émirats (Abou Dhabi, Ajman, Charjah, Dubaï, Fujairah, Ras el Khaïmah et Oumm al Qaiwaïn) devenus indépendants en 1971, alors que le Royaume-Uni se retirait de la Péninsule arabique¹. Ils se sont imposés au cours de la dernière décennie comme un acteur incontournable, au Moyen-Orient et au-delà.

Cette importance peut paraître étonnante compte tenu de la modeste taille de ce pays, pour sa superficie comme pour sa démographie. Encore méconnu du grand public jusque dans les années 2000, il est aujourd'hui bien identifié, tant pour son expansion architecturale et ses compagnies aériennes transportant des passagers du monde entier, que pour ses engagements militaires en Libye, aux côtés de l'Égypte du maréchal Al-Sissi, et au Yémen, aux côtés de l'Arabie Saoudite de Mohammed Ben Salmane (MBS).

Le déploiement par les EAU d'une diplomatie économique et militaire de plus en plus affirmée trouve ses racines dans une stratégie de survie et de différenciation vis-à-vis de leur voisinage, mise en place à partir des années 1990, et qui s'est confirmée dans un contexte régional et international propice, à compter du tournant des années 2000 jusqu'aux années 2010.

1. F. Heard-Bey, *From Trucial States to United Arab Emirates*, Dubaï, Motivate, 2005.

Les principales spécificités de la diplomatie émirienne font l'objet des analyses des pages qui suivent : utilisation des ressources économiques pour asseoir des ambitions géopolitiques, stratégie de déploiement portuaire, recours croissant à une projection de *hard power*, et volonté de s'opposer à tout essor des Frères musulmans dans la région. Les prémices de cette politique étrangère – initiée dès le début des années 1990 – seront étudiées en insistant sur la manière dont l'évolution du contexte régional et mondial a permis aux dirigeants d'Abou Dhabi de s'affirmer comme un nouveau centre de pouvoir, sans lequel il est désormais peu ou prou impossible de manœuvrer dans la région.

Les Émirats, cité-État à double tête et aux mille et un superlatifs

La première chose qui vient à l'esprit, quand on pense aux EAU, est sans doute l'image de l'un de ses nombreux attributs d'apparat, comme Burj Khalifa, la plus haute tour du monde, ou le Dubai Mall, le plus grand centre commercial au monde. Les Émirats ont en effet d'abord réussi à se faire connaître à l'échelle internationale grâce aux efforts déployés par Dubaï en termes de rayonnement et de pouvoir d'attraction, comme un « espace mondialisé par excellence »².

De fait, outre la pléthore d'attractions touristiques aux accents de folie des grandeurs comme les fameuses îles artificielles du projet The World³, l'émirat a rapidement placé les EAU sur la carte du monde grâce à la compagnie aérienne Emirates, fondée en 1985, et à l'établissement et au développement constant de zones franches qui l'érigent en véritable *hub* commercial⁴. Si Dubaï a indubitablement été à la pointe de cette politique de *soft power*, l'émirat d'Abou Dhabi n'a pas été en reste, comme le montrent la fondation de la compagnie aérienne Etihad en 2003, l'ouverture de la mosquée Cheikh Zayed – l'une des plus grandes du monde – en 2007, et, plus récemment, l'inauguration du Louvre Abou Dhabi en 2017⁵.

Ces différents projets s'intègrent dans une stratégie de *state-branding* minutieusement travaillée par les EAU au fil des années⁶. Deux points

2. F. Tétart, « Émirats arabes unis. Dubaï, l'espace mondialisé par excellence ? », *Diploweb.com*, 27 mai 2018, disponible sur : <www.diploweb.com>.

3. O. Wainwright, « Not the End of The World: The Return of Dubai's Ultimate Folly », *The Guardian*, 13 février 2018, disponible sur : <www.theguardian.com>.

4. Voir les travaux de R. Mogielnicki sur l'économie politique des zones franches du Golfe, dont R. Mogielnicki, « Saruq al-Hadid to Jebel Ali: Dubai's Evolving Trading Legacy », *Oxford Gulf and Arabian Peninsula Society Quarterly Magazine*, automne 2016, p. 10-12, disponible sur : <www.oxgaps.org>.

5. E. Soubrier, « Macron Diplomacy: A Jovian Prince in the Gulf », *The Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW)*, 12 novembre 2019, disponible sur : <<https://agsiw.org>>.

6. K. C. Ulrichsen, *The United Arab Emirates: Power, Politics and Policy-Making*, New York, Routledge, 2017, en particulier p. 162-163.

méritent ici d'être soulignés, car ils éclairent de manière singulière certains choix diplomatiques émiriens. Le premier a trait au fait que d'autres États de la Péninsule arabique ont recours au *state-branding*. Ce qui conduit à des dynamiques compétitives particulièrement marquées dans le cas du Qatar⁷. Le second est que les autres États du Golfe ont une stratégie bien plus centralisée. Les EAU peuvent être vus comme une cité-État du Golfe singulière car bicéphale (Dubai et Abou Dhabi), ce qui a pesé sur les choix de politique étrangère du pays. Cette bicéphalie permet aux dirigeants émiriens de se ménager d'importantes marges de manœuvre diplomatiques. Elle sous-tend, par exemple, l'originalité du positionnement des EAU vis-à-vis de l'Iran. Si la rhétorique d'Abou Dhabi sur le rôle déstabilisateur de Téhéran évoque parfois celle de Riyad, Dubai demeure un partenaire commercial central pour l'Iran⁸. L'originalité, et les retombées, du caractère bicéphale de la politique étrangère des EAU, sont particulièrement visibles dans la manière dont ils ont usé de leur manne économique au service de leurs ambitions géopolitiques.

Une cité-État du Golfe singulière car bicéphale

La *riyal politik* émirienne : investissements stratégiques et développements portuaires

Un des traits caractéristiques de la diplomatie émirienne au cours de la dernière décennie a été la mobilisation croissante des revenus liés au pétrole à des fins stratégiques – en dépit du fait que les Émirats cherchent, comme leurs voisins, à diversifier leur économie. L'utilisation de leurs impressionnantes ressources pour appuyer leur diplomatie ne constitue ni un fait qui leur est propre, ni une pratique nouvelle. Les EAU, comme la plupart des autres monarchies du Golfe, disposent d'importants fonds souverains⁹, constitués grâce à la rente pétrolière et gazière, lesquels leur permettent de mener une diplomatie économique baptisée *riyal politik*¹⁰.

7. AFP, « Louvre, PSG, Mondial-2022 : la lutte entre Émirats et Qatar pour un rayonnement planétaire », France 24, 6 novembre 2017, disponible sur : <www.france24.com>.

8. T. Coville, « Point sur les relations commerciales entre EAU/Iran et Qatar/Iran », Fondation pour la recherche stratégique, 25 mars 2019, disponible sur : <www.frstrategie.org>.

9. Les EAU détiennent désormais le plus important fonds souverain : l'Abu Dhabi Investment Authority (ADIA, 696 milliards de dollars en décembre 2019). En seconde position, on trouve la Kuwait Investment Authority (KIA), créée en 1953 sous le nom de Kuwait Investment Board, qui a été le premier fonds d'investissement détenu par un État (592 milliards de dollars en décembre 2019). L'Arabie Saoudite est vraisemblablement aujourd'hui en troisième position, avec le Sama Foreign Holdings, qui gérait 494 milliards de dollars en juin 2018. Derrière ces trois plus grands fonds souverains du Golfe, on trouve la Qatar Investment Authority (QIA, 328 milliards de dollars en décembre 2019). Quant aux fonds souverains d'Oman et du Bahreïn, ils sont bien plus modestes.

10. Jeu de mot employant le nom de la monnaie saoudienne, le riyal, dans une expression faisant écho au terme de *Realpolitik*, défini comme « la politique étrangère fondée sur l'estimation des rapports de forces et l'intérêt national » dans H. Kissinger, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996, p. 123.

Les logiques qui sous-tendent cette diplomatie économique ont récemment évolué. Les EAU, comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar, sont passés d'une utilisation de cette richesse comme un moyen d'influence « douce », à visée accommodatrice de leur environnement, à sa mobilisation comme un véritable outil de puissance, à visée transformatrice des dynamiques régionales et internationales¹¹.

L'engagement financier des EAU à l'extérieur de leurs frontières a longtemps consisté quasi-exclusivement en des aides au développement qui reposaient prioritairement sur des critères culturels, plutôt que sur des considérations politiques¹². Plus récemment en revanche, les dirigeants des EAU semblent avoir mis en œuvre une véritable stratégie de projection économique qui se traduit par une *riyal politik* plus affirmée, et la construction de ce que certains qualifient volontiers de « nouvel empire maritime »¹³.

D'une part le soutien économique attribué par les EAU vise désormais à appuyer des « clients » jugés favorables à la vision du gouvernement émirien, et surtout de Mohammed Ben Zayed (MBZ), prince héritier d'Abou Dhabi – comme l'a montré l'exemple égyptien¹⁴. D'autre part, la stratégie

Une diplomatie de comptoirs commerciaux et militaires croissante

de déploiement portuaire croissante du pays – qui consistait originellement (dans les années 2000) en des prises de participations dans plusieurs ports aux quatre coins du monde par l'entreprise dubaïote DP World –, ressemble de plus en plus aujourd'hui à une vraie diplomatie de comptoirs commerciaux et militaires, au service d'un projet qui a pu être considéré comme quasi « impérial » du fait de son expansion. Le portefeuille de DP World s'étend en effet du Pérou (Callao) aux Philippines (Manille) en passant par la France (Le Havre), l'Inde (Cochin, notamment) ou encore le Somaliland, avec Berbera – qui est, avec Assab en Érythrée, l'un des ports désormais militarisés par les EAU.

Ce projet pourrait s'expliquer, pour certains observateurs, par le cruel manque de profondeur stratégique des EAU¹⁵. Ces développements

11. E. Soubrier, « La diplomatie économique des pays du Golfe à l'aune du Printemps arabe : du rayonnement à la puissance », in F. Charillon et A. Dieckhoff (dir.), *Annuaire Afrique du Nord Moyen-Orient 2014-2015*, Paris, La Documentation française, 2014, p. 123-136.

12. K. Almezaini, *The UAE and Foreign Policy: Foreign Aid, Identities and Interests*, New York, Routledge, 2012, p. 156.

13. L. Imbert, « Les Émirats arabes unis, architectes d'un nouvel empire maritime », *Le Monde*, 1^{er} juin 2018, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

14. E. Soubrier, « Golfe-Égypte : une *riyal politik* au service d'une plus grande autonomie stratégique ? », Lettre de l'IRSEM n° 2, *La diplomatie proactive des pays du Conseil de Coopération du Golfe au Moyen-Orient*, Paris, IRSEM, avril 2015.

15. L. Daziano, « Le nouvel impérialisme des Émirats arabes unis », *Le FigaroVox*, 8 août 2018, disponible sur : <www.lefigaro.fr>.

portuaires viennent rivaliser, et parfois s'imbriquer, avec les projets d'autres puissances régionales et internationales. Une véritable « guerre des ports »¹⁶ oppose notamment les EAU à la Turquie. À l'inverse, les dirigeants émiriens semblent envisager des pistes de coopération possibles avec les Nouvelles routes de la soie chinoises. La militarisation récente de certains des « comptoirs » où DP World était présent, en particulier dans la Corne de l'Afrique, pourrait être la conséquence d'une articulation savamment pensée *a priori* entre les stratégies de Dubaï et d'Abou Dhabi, ou d'un effet d'opportunité saisi *a posteriori* par MBZ, dans un contexte qui lui était favorable.

Dans un cas comme dans l'autre, elle illustre le potentiel qu'a le caractère bicéphale de la politique étrangère émirienne pour rendre redoutablement efficace ce nouveau chapitre de son histoire, marqué par des prises de positions plus assertives et un recours croissant à une projection de *hard power*.

Les EAU, petite Sparte du Golfe aux grandes ambitions militaires

Ces dernières années, la multiplication des engagements militaires des EAU a constitué le trait le plus saillant de la politique étrangère du pays. On pense ici à l'intervention armée au Bahreïn en mars 2011, menée avec l'Arabie Saoudite sous la bannière de l'opération Bouclier de la Péninsule¹⁷, à la participation à la guerre en Libye aux côtés des forces françaises et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en mars 2011, aux opérations aériennes avec la coalition internationale contre l'État islamique en Syrie à partir de septembre 2014, et à la guerre au Yémen, au sein d'une coalition formée avec les Saoudiens depuis mars 2015.

Ces différents engagements, ainsi que certaines prouesses comme le débarquement amphibie et l'opération de leurs forces armées à Aden en juillet 2015, ont valu aux Émirats le surnom de « petite Sparte du Golfe », attribué par des officiers généraux américains et popularisé par les médias¹⁸. Ces opérations militaires ont largement contribué à rebattre les cartes des relations des EAU avec leurs voisins, en particulier avec l'Arabie Saoudite, aux côtés de laquelle ils ont combattu à plusieurs reprises. Ayant désormais été déployées à l'épreuve du feu à de nombreuses reprises, les forces armées émiriennes, qui comptent

16. C. Lons, « Battle of the Ports: Emirates Sea Power Spreads From Persian Gulf to Africa », *Newsweek*, 3 août 2018, disponible sur : <www.newsweek.com>.

17. Composante militaire unifiée du Conseil de coopération du Golfe, créée en 1986.

18. R. Chandrasekaran, « In the Uae, the United States Has a Quiet, Potent Ally Nicknamed "Little Sparta" », *The Washington Post*, 9 novembre 2014, disponible sur : <www.washingtonpost.com>.

aujourd'hui près de 63 000 hommes, sont considérées comme parmi les meilleures, sinon les meilleures, de la région.

Si ces déploiements militaires sur de multiples théâtres extérieurs sont remarquables, c'est aussi parce qu'ils ont fondamentalement transformé les principes qui sous-tendent le rapport des Émirats au monde. Les EAU sont traditionnellement neutres sur la scène régionale. Leur doctrine militaire s'est apparentée pendant longtemps à une « neutralité armée »¹⁹, reposant sur la dissuasion et la défense du territoire. Par définition, cette doctrine n'impliquait aucune projection de forces, à l'exception d'occasionnelles opérations de maintien de la paix : les EAU ont envoyé des troupes en Somalie de 1993 à 1994, au Kosovo de 1999 à 2001, au Liban au début des années 2000, et en Afghanistan au début des années 2010.

Ces engagements à l'extérieur de leurs frontières n'avaient donc pas vocation à défendre une vision définie de l'ordre régional, ni même les intérêts directs des Émirats. Ils avaient plutôt pour objectif premier de projeter une image de marque, à destination d'une audience tant nationale qu'internationale. Or ces dernières années, la priorisation des efforts des dirigeants émiriens sur le *hard power* a produit un véritable tournant : l'outil militaire est désormais mis au service d'intérêts clairement identifiés, selon une vision stratégique définie essentiellement par MBZ. Ceci est également illustré par le développement d'une industrie de défense locale. Celle-ci, qui sert des objectifs de diversification économique, est destinée aux forces émiriennes, mais aussi à l'export, en soutien à des hommes forts jugés capables de porter la même vision que MBZ. Cette forme de « clientélisation » a été particulièrement visible en Égypte avec le maréchal Al-Sissi et en Libye avec le maréchal Haftar, mais aussi en Algérie.

Les EAU en croisade contre les Frères musulmans

Au moment des Printemps arabes, le positionnement de certains États du Golfe a pu sembler étrange. Ils ont appuyé les soulèvements dans certains pays et s'y sont opposés dans d'autres. Ceci a été particulièrement visible dans le cas de l'Arabie Saoudite, qui a encouragé les soulèvements en Libye contre Mouammar Kadhafi et en Syrie contre Bachar Al-Assad, tout en décriant ceux qui ont chassé Zine el-Abidine Ben Ali du pouvoir en Tunisie, et Hosni Moubarak en Égypte.

Les EAU ont, pour leur part, eu une approche rationnelle sous-tendue par deux constantes. La première est une aversion pour les soulèvements

19. J.-M. Rickli, « European Small States' Military Policies after the Cold War », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 21, n° 3, 2008, p. 310-312.

menaçant l'ordre établi, laquelle s'est, au départ, traduite par une prise de distance franche avec les événements, à la différence de l'attitude des voisins saoudien et qatari, qui ont davantage semblé vouloir se saisir de ce qu'ils percevaient comme une fenêtre d'opportunité pour pousser leurs pions sur l'échiquier régional. Ainsi, dans le cas de la Syrie, les EAU sont-ils restés largement en retrait, à l'exception d'un soutien humanitaire, jusqu'à leur intervention aux côtés de la coalition internationale contre l'État islamique.

La deuxième constante est une aversion pour les Frères musulmans, qui les a finalement fait sortir de la réserve adoptée de prime abord. Pour les dirigeants émiriens, la Confrérie et toute forme d'islam politique sont taxés de terrorisme, indistinctement d'autres groupes comme l'État islamique ou Al-Qaïda. Les EAU ont, par exemple, apporté un soutien important au maréchal Al-Sissi et à l'armée égyptienne qui ont chassé le président frériste Morsi du pouvoir à l'été 2013. Ils ont aussi aidé le maréchal Haftar face aux groupes tripolitains affiliés aux Frères musulmans, soutenus quant à eux par le Qatar et, surtout, aujourd'hui, par la Turquie.

La Confrérie et toute forme d'islam politique sont taxés de terrorisme

Ces deux constantes expliquent la spécificité des positionnements régionaux pris depuis 2011 et le début des Printemps arabes par les EAU, mais aussi celle des relations développées avec les autres puissances intervenant au Moyen-Orient. L'opposition viscérale des dirigeants émiriens aux Frères musulmans permet de mieux comprendre pourquoi les EAU ont été le premier pays du Golfe à annoncer la réouverture de leur ambassade à Damas, en décembre 2018 : un renversement de Bachar Al-Assad en Syrie ne servirait pas les intérêts émiriens si le président syrien était remplacé par des islamistes²⁰. Elle permet également de faire la lumière sur les objectifs parfois sensiblement divergents de l'Arabie Saoudite et des EAU au Yémen : Riyad considère un rapprochement avec *al-Islah* (mouvance frériste) comme possible et même nécessaire pour parvenir à son objectif premier de lutte contre les Houthis, tandis qu'Abou Dhabi s'y refuse, priorisant la lutte contre le terrorisme (dans son acceptation la plus large) sur ce terrain.

Par ailleurs, le rejet véhément de l'islam politique contribue à expliquer les excellentes relations entre Abou Dhabi et Moscou²¹. À l'inverse, les rela-

20. L. Stephan, «Syrie : les Émirats arabes unis rouvrent leur ambassade à Damas», *Le Monde*, 27 décembre 2018, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

21. J. Kebbi, «Entre Moscou et Abou Dhabi, une relation privilégiée», *L'Orient Le Jour*, 7 mars 2019, disponible sur : <www.lorientlejour.com>.

tions entre les EAU et la Turquie s'enveniment. La compétition stratégique entre ces deux pays peut être observée désormais non seulement en Libye, mais aussi en Tunisie et en Algérie.

Le dilemme de survie délicat d'un petit État-Prince

Pour les EAU, combattre les Frères musulmans relève d'un objectif de survie du régime, ce qui est nettement apparu après les attentats du 11 septembre 2001. Deux Émiriens figuraient parmi les terroristes qui ont frappé les États-Unis ce jour-là. Les groupes islamistes sont considérés par les dirigeants d'Abou Dhabi²² comme une menace qui n'est pas uniquement externe, mais peut aussi avoir des racines, et des répercussions, locales.

Pour se prémunir d'éventuelles tentatives de déstabilisation, MBZ accélère la transformation des EAU en « un État ultra autoritaire, très centralisé, et qui empêche donc la présence de tout acteur qui échapperait au contrôle de l'État »²³. S'il jouit d'une plus grande marge de manœuvre depuis le décès du Père de la nation émirienne Cheikh Zayed, en 2004, il ne fait là qu'accroître une ligne de politique intérieure et extérieure impulsée dès le début des années 1990. La diplomatie des EAU – comme celle de beaucoup de petits États – a toujours eu pour but de pallier leurs vulnérabilités extérieures (les appétits prédateurs des grands voisins : Irak, Iran et Arabie) et intérieures (la fragmentation du territoire et de la population en sept émirats).

Les EAU ont, dans un premier temps, misé sur une stratégie de sécurité collective en formant le Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour contrer les menaces immédiates (Bagdad et Téhéran) en 1981, sous l'égide de Riyad. Toutefois, au début des années 1990, l'invasion du Koweït par Saddam Hussein démontre l'inefficacité de cette démarche. Les dirigeants émiriens mettent alors en place une stratégie composite, consistant à se ménager des cercles concentriques d'autonomie relative vis-à-vis des partenaires qui assurent leur sécurité et leur stabilité²⁴.

Tout en restant membre du CCG, ils nouent des relations stratégiques plus directes avec les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne. Chacun

22. P. Gunet, « Les Émirats et l'islam politique ou le syndrome des montagnes russes », in C. Freer *et al.*, *Les Émirats arabes unis*, Fondation pour la recherche stratégique, mai 2017, p. 27-33, disponible sur : <www.frstrategie.org>.

23. S. Lacroix (entretien), « Géostratégie des Émirats arabes unis, un acteur discret aux grandes ambitions », Blog Études Géostratégiques, 6 novembre 2018, disponible sur : <<https://etudesgeostrategiques.com>>.

24. E. Soubrier, « Evolving Foreign and Security Policies: A Comparative Study of Qatar and the UAE », in K. Almezaini et J.-M. Rickli (dir.), *The Gulf Small States: Foreign and Security Policies*, Londres, Routledge, 2016, p. 123-143.

de ces liens leur permet de ne pas être trop dépendants d'un seul garant extérieur pour leur survie, qui est d'ailleurs avant tout pensée en termes de préservation du régime. Aujourd'hui, ce double principe de diversification des partenariats et d'autonomie relative continue de sous-tendre les relations internationales des EAU. Ce mouvement vis-à-vis de l'extérieur s'accompagne, en interne, de la modernisation et de la rationalisation d'un outil de défense crédible, qui permet d'assurer une cohésion nationale, mais aussi la centralisation du pouvoir, autour d'un clan, et d'un homme : MBZ²⁵.

Cette utilisation d'un *hard power* magnifié à des fins personnelles, et selon une vision qui lui est personnelle, est visible dans les efforts de développement des forces armées, mais aussi dans la mise en place d'une véritable image de marque du pays tournant autour de cette puissance militaire²⁶. L'ultracentralisation et l'ultra-personnalisation des processus décisionnels aux EAU et le degré auquel l'ensemble de la politique étrangère tient à la perception du prince d'Abou Dhabi expliquent que l'on puisse qualifier ce dernier d'État-Prince – une dénomination qui peut également s'appliquer à certains voisins, en particulier le Qatar.

De l'autonomie relative aux fondations de la puissance régionale et internationale

Faire la lumière sur ces dynamiques permet de comprendre l'origine multifactorielle des choix diplomatiques émiriens et le prolongement dans lequel ils s'inscrivent. Sans des circonstances favorables, les EAU auraient toutefois pu rester un État d'importance relative bien loin de la trajectoire que l'on leur connaît aujourd'hui. Les dirigeants émiriens ont d'abord su profiter de la crise économique et financière de 2008-2009 : de nombreux États, y compris les plus puissants, avaient alors besoin de liquidités que les monarchies du Golfe ont pu leur apporter – en échange d'une plus grande prise en compte des intérêts de ces dernières dans l'arène internationale. On notera que cette crise est aussi venue rebattre les cartes du pouvoir au sein même de la fédération. En grande difficulté, Dubaï a en effet pu compter sur la manne pétrolière d'Abou Dhabi pour éviter la banqueroute. D'aucuns considèrent que le leadership de l'émirat et de MBZ sur l'ensemble du pays a depuis lors été plus clair et plus affirmé. Les EAU ont ensuite bénéficié des Printemps arabes. Si les révoltes de 2010-2011 ont

25. V. Gervais, *Du pétrole à l'armée : les stratégies de construction de l'État aux Émirats arabes unis*, Paris, IRSEM, 2011.

26. E. Soubrier, « Mirages of Power? From Sparkly Appearances to Empowered Apparatus, Evolving Trends and Implications of Arms Trade in Qatar and the UAE », in D. DesRoches et D. Thayer (dir.), *The Arms Trade, Military Services and the Security Market in the Gulf*, Berlin, Gerlach Press, 2016, p. 135-151.

constitué un grand défi sécuritaire pour les pays de la Péninsule arabique, elles ont aussi représenté une fenêtre d'opportunité pour les EAU et leurs voisins du Golfe.

Ces différents points soulèvent des questions délicates sur l'avenir de la région et des relations internationales du Golfe. La compétition entre les États-Princes de la Péninsule s'est aujourd'hui accrue, et la crise du Golfe qui s'est ouverte en 2017 illustre l'ampleur des tensions qui traversent la région. Dans le même temps, on assiste aujourd'hui à un renversement potentiel des dynamiques de dépendance et d'influence entre ces États et leurs grands partenaires internationaux²⁷. Ces dynamiques conjuguées devront être suivies de près dans les prochaines années, tant leur potentiel crisogène est élevé.



Mots clés

Golfe Arabo-Persique
Émirats arabes unis
Mohammed Ben Zayed
Guerre au Yémen

27. Voir E. Soubrier, « Crise du Golfe : un bilan provisoire », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *RAMSES 2019. Les chocs du futur*, Paris, Ifri/Dunod, septembre 2018, p. 180-185, et E. Soubrier, « Global and Regional Crises, Empowered Gulf Rivals, and the Evolving Paradigm of Regional Security », *POMEPS Studies*, n° 34, Washington, Project on Middle East Political Science (POMEPS), mars 2019, p. 63-66.